



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère du Développement durable  
et des Infrastructures

Le Ministre

21 JUL. 2017

cir/lettre/17/12029/pp

**F.L.M.**  
**Fédération Luxembourgeoise de**  
**Motor-homes a.s.b.l. R.C. F252**  
**B.P. 42**  
**L-3901 Mondercange**

**Objet: Introduction du système « Maut » en Allemagne et futur des véhicules à moteur thermique**

Messieurs,

Votre lettre du 23 mai 2017 concernant l'objet sous rubrique, m'est bien parvenue et a retenu toute mon attention.

En ce qui concerne vos soucis envers l'avenir dans le domaine « transports » et notamment pour les motorhomistes, j'aimerais vous faire parvenir quelques renseignements concernant vos observations ressortant de votre lettre.

Effectivement, l'Allemagne envisage d'introduire un système de péage sur les autoroutes allemandes, dont le Luxembourg sera sûrement affecté vu le grand nombre de frontaliers traversant quotidiennement la frontière entre le Luxembourg et l'Allemagne. À l'instar d'une majorité d'autres pays voisins de l'Allemagne, mon ministère a procédé à une révision du projet. Après plusieurs concertations ensemble avec certains pays voisins de l'Allemagne ainsi que sur base d'un avis juridique, il a été retenu de ne pas intervenir à ce stade contre l'introduction d'un tel système.

Dans le même ordre d'idée, la Commission européenne a annoncé le 17 mai 2017 qu'elle lèvera la procédure juridique engagée contre le projet allemand suite à une révision à la baisse de l'Allemagne du prix des vignettes de courte durée. Pour l'instant, uniquement l'Autriche envisage encore de lancer une procédure juridique contre l'introduction d'un système de péage.

Votre observation en relation avec l'obligation d'apposition d'une multitude de différentes vignettes de péage, me semble absolument justifiée. D'ailleurs au niveau européen, une directive est en train d'être élaborée prévoyant un système uniforme des systèmes de péage que le Luxembourg peut fortement soutenir.

Par l'éclatement du scandale « Volkswagen » de nombreuses discussions ont eu effectivement lieu autour du carburant « Diesel » et des véhicules à combustion thermique. Je peux confirmer que dans plusieurs pays européens, comme par exemple les Pays-Bas, l'Autriche, le Danemark et l'Allemagne, des discussions sur une interdiction de nouvelles immatriculations de voitures thermiques au-delà de l'horizon 2025 ou 2030 sont en cours.

Dans l'étude stratégique sur la Troisième Révolution Industrielle pour le Grand-Duché de Luxembourg, une des recommandations stratégiques consiste dans le développement rapide de la mobilité sans émissions s'appuyant sur les véhicules électriques. La mobilité douce est une priorité essentielle pour atteindre une réduction considérable des émissions. La vision pour le Luxembourg est d'avoir une flotte 100 % électrique de voitures particulières et de transports publics d'ici 2050.

Dans ce contexte, il est à préciser qu'il a été en effet décidé de retenir le résumé de l'étude comme orientation générale pour le développement futur du pays. D'ailleurs, aucune mesure d'interdiction pour des véhicules à moteur thermique est envisagée à ce stade et la politique du gouvernement est de promouvoir la transition vers la décarbonisation du secteur du transport par des moyens comme les nouvelles mesures d'incitation pour véhicules à zéro ou à faibles émissions, telles qu'introduites par la réforme fiscale en 2017.

Comme une tendance générale d'une majorité des pays européens peut être identifiée pour réduire les émissions provenant des gaz d'échappement des véhicules routiers, les constructeurs automobiles sont également en train de revoir leurs gammes de production afin d'offrir à leur clientèle une plus vaste diversification, avec également des véhicules équipés des nouvelles technologies d'entraînement.

De manière générale, je peux vous confirmer que je suis de très près et avec grande attention les évaluations autour de cette thématique.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma parfaite considération.

Le Ministre du Développement durable  
et des Infrastructures



François BAUSCH